



ÇA NE TOURNE PAS ROND !

Il est parfois judicieux de se remémorer ce que sont les inégalités économiques les plus criantes générées par le système capitaliste.

Tout cela non dans le but d'être consternés ou, pire encore, d'être résignés mais, bien au contraire, de se convaincre que la satisfaction de nos revendications les plus larges sont possibles et qu'un changement radical doit être à l'ordre du jour.

Quelques données mondiales

D'après les chiffres publiés par le magazine FORBES, le nombre de milliardaires en dollars est passé de 374 en 1995 à 691 en 2005. A ce niveau de fortune, un quasi doublement « d'heureux élus » est significatif de l'incroyable accumulation de richesses dont bénéficie une microscopique partie de la population mondiale.

Le même journal -peu suspect de sympathies révolutionnaires- estime que le nombre de millionnaires, toujours en dollars, est passé de 4,5 millions en 1996 à 8,7 millions en 2006. Et ce gros millième de la population mondiale de posséder quelque 33 300 milliards de dollars.

Pour mieux saisir la réalité de ces chiffres stratosphériques, soulignons que 33 000 milliards de dollars, c'est 80 % du PIB mondial, 50 fois le PIB de l'Inde et..... 30 000 fois celui de la Sierra Léone ! Ajoutons encore qu'au niveau mon-

dial la moitié du patrimoine est détenue par 2% de la population et que la moitié de la population en possède seulement...1%.

Difficile après ça d'affirmer qu'une nouvelle répartition des richesses n'est pas indispensable.

En France aussi

On savait déjà que la France n'était pas un pays avare en matière de grosses fortunes... Rappelons, par exemple, que la moyenne des rémunérations globales des présidents des 120 premières entreprises cotées en France s'établit à 3 millions d'euros en 2005. En cumulé, cela fait la coquette somme de 360 millions d'euros, c'est-à-dire, environ 24 000 SMIC annuels !

L'INSEE, dans une note récente sur « les inégalités de patrimoine des ménages entre 1992 et 2004 », donne également un éclairage particulièrement instructif sur la situation qui prévaut en France.

Nous en extrayons juste trois exemples parmi les plus significatifs :

1 % des ménages imposables à l'impôt sur les grandes fortunes ont un patrimoine imposable supérieur à 8,2 millions d'euros et ce patrimoine représente 12 % du patrimoine total des redevables de l'ISF. Lorsque l'on sait par ailleurs qu'il s'agit du patrimoine net (hors dettes et charges), que le patrimoine professionnel est exclu de l'assiette et que la résidence

principale bénéficie d'un abattement de 20 %, on mesure encore mieux les fortunes dont il est question.

Le rapport entre le huitième des ménages les plus aisés en termes de revenus déclarés et le huitième ayant les revenus les plus faibles est de 1 à 25 en 2004. L'INSEE note que ce rapport s'est accru depuis 1992.

Un quart des ménages déclarant en 2004 des revenus annuels inférieurs à 15 500 euros possède moins de 1000 euros de patrimoine. La même catégorie en 1992 possédait, en euros constants 2004, un patrimoine de 1350 euros. Et l'INSEE de stipuler : « *les ménages les plus pauvres possèdent donc en 2004 un patrimoine plus faible que leurs homologues de 1992* ».

En guise de conclusion

La situation économique est particulièrement inéquitable.

Celle de la France l'est également.

Il n'y a aucune fatalité à cela. Il s'agit bien de choix politiques, d'orientations économiques qui conduisant à cette situation scandaleuse.

C'est pourquoi la CGT, tant dans ses engagements nationaux qu'internationaux, ne saurait avoir de cesse de combattre pour le progrès social, la réponse aux besoins et contre un système aussi inégalitaire.